

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 445

[C - 2009/29033]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, à l'exception du Commissariat général aux Relations internationales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment les articles 12 et 13, modifiés par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 30;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la Radiodiffusion, notamment l'article 140, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis de l'Inspecteur de Finances, donné le 26 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 juin 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 16 juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'ETNIC, donné le 23 juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'O.N.E., donné le 1^{er} juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'IFC du 27 août 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction du CSA, donné le 15 juillet 2008;

Vu le protocole n° 372 du Comité de Secteur XVII, conclu le 20 juin 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°45.269/2, donné le 22 octobre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 5 décembre 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté du Gouvernement de la Communauté française s'applique aux Services du Gouvernement de la Communauté française, au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, à l'exception du Commissariat général aux Relations internationales.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions;

2° l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

3° fonction supérieure : toute fonction correspondant à un emploi prévu au cadre du personnel d'un grade au moins équivalent à celui dont l'agent est revêtu et auquel est attachée une échelle de traitement plus avantageuse;

Art. 3. Au sens du présent arrêté, le niveau immédiatement inférieur à chaque niveau visé à l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996, est le suivant :

1° niveau 1 : niveau 2 + et niveau 2;

2° niveau 2 + : niveau 2;

3° niveau 2 : niveau 3;

Art. 4. Une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi ne peut être faite qu'à la condition que cet emploi soit dépourvu de titulaire ou que celui-ci soit temporairement dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Cette condition ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

En aucun cas, un agent ne peut faire l'objet simultanément de plus d'une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

Art. 5. § 1^{er}. Seul un agent affecté à un emploi prévu au(x) cadre(s) du personnel, qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade dont l'emploi correspond à la fonction supérieure, peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi de rangs 15, 16, 16+ et 17 est réservée à l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins;

§ 2. Il peut être dérogé, par un acte de désignation motivé, au principe relatif aux conditions statutaires, à l'exception de la condition d'évaluation fixée à l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996, quand, selon le cas :

1° aucun agent ne remplit ces conditions;

2° il est constaté par l'autorité investie du pouvoir de désignation que parmi les agents qui remplissent ces conditions, aucun d'entre eux ne dispose des qualités requises pour exercer la fonction considérée;

3° il est constaté par l'autorité investie du pouvoir de désignation qu'un agent qui ne remplit pas ces conditions dispose d'une aptitude nettement supérieure à exercer ladite fonction.

§ 3. Lorsqu'il est fait usage de la dérogation visée au § 2 :

1° la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade classé dans les rangs 20, 25 et 10 est réservée à l'agent titulaire d'un grade classé au rang 32, 22 et 27 ou 22;

2° la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade du rang 32, 27, 22 ou 12 est réservée à l'agent titulaire d'un grade du même niveau que celui de l'emploi correspondant à la fonction supérieure;

§ 4. L'agent à l'encontre duquel une sanction disciplinaire a été prononcée, ne peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure avant que sa peine n'ait été radiée.

Art. 6. La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure est faite :

1° pour les emplois de rangs 15, 16, 16+ et 17 : par le Gouvernement, sur avis motivé, pour les organismes d'intérêt public qui en ont un, du Conseil d'Administration ou du Bureau;

2° pour les emplois de rangs 12 : après avis motivé du Conseil de direction, selon le cas, par le Ministre ou, pour les organismes d'intérêt public qui en ont un, par le Conseil d'Administration ou le Bureau. Si la désignation relève de la compétence du Ministre, il ne peut désigner qu'après avis du/des Ministre(s) fonctionnellement compétent(s);

3° pour les emplois de rang 10 : après avis motivé du Collège des Fonctionnaires généraux, ou s'il n'y en a pas, du Conseil de direction, par le Secrétaire général du Ministère ou le Fonctionnaire dirigeant de l'organisme concerné;

4° pour les emplois de niveaux 2+, 2 et 3 : après avis motivé du supérieur hiérarchique de rang 12 au moins, par le Secrétaire général du Ministère ou le Fonctionnaire dirigeant de l'organisme concerné;

Art. 7. La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure est faite pour une durée maximum d'un an, renouvelable.

Il ne peut être procédé à plus d'un renouvellement d'une désignation dans un emploi de promotion définitivement vacant et dont la procédure de promotion n'a pas été entamée.

Il ne peut être procédé à une désignation ou au renouvellement de celle-ci dans un emploi de recrutement définitivement vacant s'il existe une réserve de recrutement pour ledit emploi.

L'alinéa 3 n'est cependant pas applicable aux agents qui ont été désignés dans un emploi de recrutement antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté. Cependant, s'ils ne s'inscrivent pas au premier concours d'accession portant sur les matières qui relèvent des fonctions qu'ils exercent organisé après l'entrée en vigueur du présent arrêté ou s'ils échouent audit concours, ils perdent le bénéfice de la présente disposition.

Art. 8. L'exercice de la fonction supérieure prend fin :

1° soit lorsque le terme de la désignation ou du renouvellement est expiré;

2° soit lorsque les conditions prévues aux articles 3 et 4 ne sont plus remplies;

3° soit lorsque l'autorité compétente met fin à la désignation ou au renouvellement de celle-ci pendant la période prévue à l'article 6.

Art. 9. L'agent désigné dans une fonction supérieure exerce toutes les prérogatives attachées à cette fonction. Toutefois, à l'exception du rang 17 et des fonctionnaires dirigeant un organisme d'intérêt public, l'agent désigné dans une fonction supérieure n'exerce pas les prérogatives prévues par les dispositions statutaires relatives à l'évaluation des agents et au régime disciplinaire lorsqu'elles portent sur un agent titulaire d'un grade d'un rang équivalent ou supérieur au sien en régime organique.

Art. 10. L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination définitive au grade auquel cette fonction correspond.

Art. 11. § 1^{er}. Une allocation est accordée à l'agent qui exerce une fonction supérieure.

§ 2. Le montant de l'allocation visée au § 1^{er} équivaut à la différence entre la rétribution dont l'agent bénéficierait dans le grade de la fonction assumée provisoirement et la rétribution dont il bénéficie dans le grade dont il est titulaire.

Par dérogation à l'alinéa 1, le montant de l'allocation de l'agent désigné dans un emploi correspondant à un grade d'un niveau supérieur au sien, équivaut à la différence entre la rétribution dont il bénéficierait dans l'échelle de base de ce niveau dans sa catégorie et la rétribution dont il bénéficie dans le grade dont il est titulaire.

§ 3. La rétribution fixée au paragraphe précédent comprend le traitement et, le cas échéant, l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 4. L'allocation est payée mensuellement et à terme échu. L'allocation du mois est égale à un douzième de l'allocation annuelle.

§ 5. Lorsque l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée conformément aux dispositions prévues par le statut pécuniaire de l'agent concerné par la fonction supérieure.

§ 6. L'allocation est soumise au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, applicable aux traitements du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII.

Art. 12. Le bénéfice de l'allocation est accordé à l'agent à la condition qu'il ait assumé la fonction supérieure pendant une période de trente jours.

Lorsque la condition fixée ci-dessus est remplie, l'allocation est due à partir du jour où l'agent a exercé effectivement la fonction supérieure.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office de la Naissance et de l'Enfance sont abrogés.

Art. 14. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 445

[C - 2009/29033]

5 DECEMBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, met uitzondering van het Algemeen Commissariaat voor Internationale Betrekkingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op de artikelen 12 en 13, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 30;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. » inzonderheid op artikel 24, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 140, § 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 betreffende het uitoefenen van een hoger ambt bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 mei 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 28 mei 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 juni 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 16 juli 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van het ETNIC, gegeven op 23 juli 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van de O.N.E., gegeven op 1 juli 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van het IFC, gegeven op 27 augustus 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van de CSA, gegeven op 15 juli 2008;

Gelet op het protocol nr. 372 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 20 juni 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 45.269/2, gegeven op 22 oktober 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 5 december 2008,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap is van toepassing op de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector (CSA) en de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, met uitzondering van het Algemeen Commissariaat voor Internationale Betrekkingen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren;

2° het besluit van de Regering van 22 juli 1996 : het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° hoger ambt : elk ambt dat overeenstemt met een in de personeelsformatie voorkomende betrekking van een graad die ten minste gelijkwaardig is aan de graad waarmee de ambtenaar bekleed is en waarvan de weddeschaal voordeliger is.

Art. 3. In de zin van dit besluit, is het niveau dat zich onmiddellijk onder elk niveau bevindt bedoeld bij artikel 2, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 het volgende :

1° niveau 1 : niveau 2+ en niveau 2;

2° niveau 2+ : niveau 2;

3° niveau 2 : niveau 3;

Art. 4. Een aanstelling voor de uitoefening van een hoger ambt in een betrekking kan slechts geschieden op voorwaarde dat niemand dit ambt bekleedt of dat de titularis tijdelijk zijn functies niet kan waarnemen. Deze voorwaarde is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen.

In geen geval kan een ambtenaar gelijktijdig aangesteld worden voor de uitoefening van meer dan één hoger ambt.

Art. 5. § 1. Alleen een ambtenaar aangewezen voor een in de personeelsformatie(s) bepaalde betrekking die voldoet aan de statutaire vereisten om benoemd te worden tot de graad waarvan de betrekking overeenstemt met het hoger ambt, kan voor het uitoefenen van dat ambt worden aangesteld.

De aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een betrekking van de rangen 15, 16, 16+ en 17 is enkel mogelijk voor de ambtenaar die titularis is van een graad van minstens rang 12.

§ 2. Er kan bij een met redenen omklede aanstellingsakte afgeweken worden van het principe betreffende de statutaire vereisten, met uitzondering van de voorwaarde inzake evaluatie die bepaald is bij artikel 42 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996, indien, naargelang van het geval :

1° geen ambtenaar aan deze vereisten voldoet;

2° de overheid die aanstellingsmacht heeft tot de vaststelling komt dat niemand onder de ambtenaren die aan deze vereisten voldoen de gevraagde eigenschappen bezit om het betrokken ambt uit te oefenen;

3° de overheid die aanstellingsmacht heeft, vaststelt dat een ambtenaar die aan deze vereisten niet voldoet duidelijk beter geschikt is om dat ambt uit te oefenen.

§ 3. Wanneer de bij § 2 bedoelde afwijking wordt toegepast :

1° wordt de aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een betrekking die overeenstemt met een graad ingedeeld in de rangen 20, 25 en 10 voorbehouden voor de ambtenaar die een graad bekleedt ingedeeld in rang 32, 22 en 27 of 22;

2° wordt de aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een betrekking die overeenstemt met een graad van rang 32, 27, 22 of 12 voorbehouden voor de ambtenaar die een graad bekleedt van hetzelfde niveau als dat van de betrekking die overeenstemt met het hoger ambt;

§ 4. De ambtenaar tegen wie een tuchtstraf werd uitgesproken, mag niet aangesteld worden voor het uitoefenen van een hoger ambt vooraleer zijn straf doorgehaald is.

Art. 6. § 1. De aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt met toepassing geschiedt :

1° voor de betrekkingen van de rangen 15, 16, 16+ en 17 : door de Regering, op met redenen omkleed advies, voor de instellingen van openbaar nut die er één hebben, van de Raad van Bestuur of het Bureau;

2° voor de betrekkingen van rang 12 : nadat de Directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht, door de Minister of, voor de instellingen van openbaar nut die er één hebben, van de Raad van Bestuur of het Bureau. Indien de aanstelling onder de bevoegdheid van de Minister ressorteert, kan hij enkel tot de aanstelling overgaan na het advies te hebben ingewonnen van de functioneel bevoegde Minister(s);

3° voor de betrekkingen van rang 10 : door de Secretaris-generaal van het Ministerie of de Ambtenaar die de leiding heeft van de betrokken instelling, nadat het College van Ambtenaren-generaal, of in afwezigheid daarvan, de Directieraad, een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht;

4° voor de betrekkingen van de niveaus 2+, 2 en 3 : door de Secretaris-generaal van het Ministerie of de Ambtenaar die de leiding heeft van de betrokken instelling, op basis van het met redenen omkleed advies van de hiërarchische meerdere.

Art. 7. De aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt bestrijkt een hernieuwbare periode van één jaar.

De hernieuwing van een aanstelling in een bevorderingsbetrekking die definitief vacant verklaard werd en waarvoor de procedure tot bevordering niet werd ingezet, mag niet meer dan eenmaal geschieden.

De aanstelling of de hernieuwing van een aanstelling in een wervingsbetrekking die definitief vacant verklaard werd, is enkel mogelijk indien er een wervingsreserve voor deze betrekking bestaat.

Het derde lid is evenwel niet van toepassing op de ambtenaren die in een wervingsbetrekking werden aangesteld vóór de inwerkingtreding van dit besluit. Als ze zich evenwel niet inschrijven voor het eerste vergelijkend examen voor overgang naar een ander niveau, dat betrekking heeft op materies die onder het ambt dat zij uitoefenen ressorteren, ingericht na de inwerkingtreding van dit besluit of indien ze er niet voor slagen, verliezen ze het genot van deze bepaling.

Art. 8. De uitoefening van het hoger ambt houdt op :

1° ofwel wanneer de termijn van de aanstelling of de hernieuwing verstrijkt;

2° ofwel wanneer de bij de artikelen 3 en 4 bepaalde vereisten niet meer vervuld zijn;

3° ofwel wanneer de bevoegde overheid een einde maakt aan de aanstelling of aan de hernieuwing ervan tijdens de bij artikel 6 bepaalde periode.

Art. 9. De ambtenaar die in een hoger ambt is aangesteld oefent alle aan dat ambt verbonden prerogatieven uit. Met uitzondering van rang 17 en de ambtenaren die de leiding hebben van een instelling van openbaar nut, oefent de ambtenaar aangesteld in een hoger ambt evenwel de prerogatieven niet uit die bepaald zijn door de statutaire bepalingen betreffende de evaluatie van de ambtenaren en de tuchtregeling wanneer zij betrekking hebben op een ambtenaar die een graad bekleedt van een rang die gelijkwaardig is aan of hoger is dan de zijne in het organiek stelsel.

Art. 10. De uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraak op een vaste benoeming in de graad waarmee dat ambt overeenstemt.

Art. 11. § 1. Een toelage wordt toegekend aan de ambtenaar die een hoger ambt uitoefent.

§ 2. Het bedrag van de bij § 1 bedoelde toelage is gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die de ambtenaar zou genieten in de graad van het ambt dat hij voorlopig waarneemt en de bezoldiging die hij geniet in de graad waarvan hij titularis is.

In afwijking van lid 1, is het bedrag van de toelage van de ambtenaar aangesteld in een betrekking die overeenstemt met een graad van een niveau dat hoger is dan het zijne, gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die hij zou genieten in de basisschaal van dit niveau in zijn categorie en de bezoldiging die hij geniet in de graad waarvan hij titularis is.

§ 3. De bezoldiging bepaald in de vorige paragraaf omvat de wedde en, in voorkomend geval, de hard- en standplaatstoelage.

§ 4. De toelage wordt maandelijks na vervallen termijn uitbetaald. De maandtoelage is gelijk aan één twaalfde van de jaarlijkse toelage.

§ 5. Wanneer de maandtoelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitbetaald overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij het geldelijk statuut van de ambtenaar betrokken bij het hoger ambt.

§ 6. De toelage valt onder de regeling die inzake koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, toepasselijk is op de wedden van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

Art. 12. De toelage wordt toegekend aan de ambtenaar op voorwaarde dat hij het hoger ambt heeft uitgeoefend gedurende een periode van dertig dagen.

Wanneer de voormelde vereiste vervuld is, is de toelage verschuldigd vanaf de dag waarop de ambtenaar daadwerkelijk het hoger ambt heeft uitgeoefend.

Art. 13. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 betreffende het uitoefenen van een hoger ambt bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance », worden opgeheven

Art. 14. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN